

Texte pour la Biennale Democrazia de Turin

Quelle démocratie sans égalité de ressources ?

Ou autre titre proposé par Alain Touraine : Démocratie politique et conflits sociaux.

1) Il est facile de tomber dans l'une ou l'autre des erreurs qui confondent ces deux ordres de problèmes et pensent qu'il existe une complémentarité profonde et nécessaire entre le traitement démocratique, c'est-à-dire réglé par des lois et des normes, entre le conflit social et la démocratie politique. On peut aller encore plus loin dans la confusion en ajoutant le rôle de la tolérance et aussi celui de la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel qui enlève au premier la possibilité d'imposer un pouvoir total. L'idée de tolérance est souvent une manière de ne pas avoir le courage de combattre l'intolérable. Mais il faut en premier lieu reconnaître ce qui rapproche ces thèmes les uns des autres. Pourquoi ne pas nommer républicaine la société où chacun reconnaît les droits des autres et où, dans tous les ordres, politique, social et culturel, triomphe le souci du bien commun ? La liberté politique, la gestion pacifique des conflits sociaux et la reconnaissance par chacun des droits de l'autre se complètent pour placer le bien commun au-dessus des intérêts particuliers. Et le plus bel exemple de cette société libre, tolérante et opposée à l'inégalité n'est-elle pas la devise de la République française : liberté, égalité, fraternité ? Ces formules ne sont en effet pas seulement rhétoriques. Elles représentent le « topos » de l'idée démocratique républicaine et tolérante que nous avons tous entendue défendre dans les écoles et les discours parlementaires. Qui y'a-t-il à redire de ces bons sentiments ? Beaucoup d'esprits forts se moquent d'eux en pensant qu'ils cachent toujours des intentions aussi noires que ces belles paroles sont blanches. Mais ceux qui défendent ce langage bien pensant nous protègent en fait mieux que ceux qui ne croient qu'à la révolution violente et se moquent de ceux qui souhaitent que les lois soient respectées. Méfions-nous des gauchistes radicaux car ils sont plus dangereux que les instituteurs républicains.

La conclusion la plus raisonnable est de penser que l'analyse commence seulement quand on défend, à la fois l'optimisme bien pensant des instituteurs républicains et, l'esprit critique de ceux qui cherchent à découvrir la domination et le pouvoir derrière la rhétorique des grands principes et le poids dans la tolérance de prendre les risques d'un combat contre l'intolérance.

Une telle conclusion provisoire ne règle rien ; elle nous empêche cependant de nous placer tout d'un côté ou tout de l'autre, de refuser la paix sociale et les règles institutionnelles ou

inversement de se méfier de la force volcanique de ceux qui veulent renverser une société toujours considérée comme hypocrite. Car il est vrai que ces deux positions, apparemment contradictoires, ne le sont pas complètement. Ce qui est contradictoire est de rechercher, à la fois une politique de la sécurité du libre choix et, les garanties contre tous les pouvoirs absolus et une initiative et des risques assumés pour mener à bien des combats nécessaires. Il faut, en effet, être d'un côté ou de l'autre. Mais le prix à payer pour atteindre cette clarté des choix est de reconnaître qu'aucun conflit ne devient privilégié avec l'esprit démocratique ou avec la tolérance. Le conflit ouvert ne conduit pas toujours à la victoire des plus nombreux et des plus faibles mais il reste l'appel à la tolérance peut-être une manœuvre au service d'un ordre imposé et qui cherche à se légitimer.

2) Le thème le plus classique est celui qui a produit les plus grands débats historiques et les œuvres d'intellectuels et de politiques les plus importants dans celui des rapports entre les conflits sociaux et la démocratie politique. Peut-être ce débat est-il considéré comme clos par certains philosophes politiques ; il faut pourtant le ranimer pour comprendre une grande partie de notre expérience politique.

Sa formulation la plus commune et la plus juste dans sa simplicité est celle de Lénine dans *Que faire ?* Le mouvement ouvrier, surtout dans sa branche politique, doit essayer d'obtenir des résultats en utilisant des institutions et, en particulier, en renforçant les droits sociaux. C'est seulement quand cette voix, ou plutôt l'ensemble des formes d'intervention et de réformes publiques se ferment, que ce mouvement est obligé de recourir à la violence pour enfoncer des portes qui ne veulent pas s'ouvrir. On n'est pas forcé de croire que cette formule corresponde à la pratique politique de Lénine ; mais on peut accepter cette analyse même quand elle comporte une part d'hypocrisie. Plus précisément, il est vrai que c'est le type de réponse politique à des protestations sociales qui entraîne soit vers l'esprit réformateur (plutôt que réformiste) soit vers la violence révolutionnaire.

Plus les institutions politiques résistent au changement, que ce soit pour définir un ordre et des droits entièrement nouveaux ou que ce soient pour faire avancer les politiques qui protègent les intérêts des plus faibles, et plus l'issue révolutionnaire est probable. Le passage des réformes à la révolution est complexe puisqu'il remplace la priorité donnée à la demande sociale par une conception du pouvoir et de ses fins qui s'éloignent nécessairement de l'idée que le pouvoir politique doit se définir comme étant au service des demandes politiques ou des classes dominées, ce qui aboutit le plus souvent à créer un pouvoir dont le discours détruit le mouvement social, en particulier ouvrier, en le plaçant sous la tutelle d'un

pouvoir politique dont le rôle dirigeant n'est décidé ni par des élections qui n'ont plus aucun rôle dans un régime de parti unique, ni par un état de l'opinion publique que le contrôle d'un parti unique sur les médias vide de sens.

Cette conception est simple et même trop simple puisqu'elle place toute la responsabilité sur certaines formes d'intervention et de domination d'un pouvoir politique. Ne peut-on pas accuser la recherche de l'affrontement et même de la violence du côté de ceux dont le nombre et la force sont les seules armes pour renverser le pouvoir et la puissance économique ? Ces observations sont justes mais elles ne s'opposent pas à la théorie centrale de Lénine. Pourquoi ne pas admettre que les négociations puissent être rendues impossibles par des obstacles venus de toutes les directions, aussi bien du côté des salariés dominés que du côté des entreprises ou encore du côté des dirigeants politiques.

Plus importante est l'objection qui rappelle qu'un parti autoritaire peut accepter des revendications sociales ou même engager des réformes pour obtenir un soutien social que les partis « bourgeois » ne peuvent pas obtenir par eux-mêmes. Chacun pense à Bismarck mais aussi sous une autre forme plus manipulatrice et répressive à la dictature nazie ou à celle de Staline et de ses successeurs. Mais on sent ici des limites du champ où s'affrontent réformes et révolutions : il s'agit des dictatures dans lesquelles on ne peut plus parler de revendications sociales et de réponses politiques puisque les deux éléments dont on cherche à comprendre les relations sont également détruits par la logique totalitaire. Si on revient à la thèse classique il faut, pour pouvoir la défendre ou même l'adopter montrer que la demande sociale et la réponse politique ne sont pas les termes d'un choix simple : l'argent va aux patrons ou aux salariés. Si on parlait ainsi on écarterait la référence aux politiques et on se placerait dans une conception purement libérale qui supprimerait toute réponse politique de son raisonnement. Ce qui ne veut pas dire qu'un tel raisonnement est irréal et sans utilité, ce qui serait évidemment faux puisque nous entendons quotidiennement des salariés accuser les profits excessifs du capital et dénoncer le niveau excessif des salaires et des avantages sociaux acquis. Mais cette élimination du politique dans le raisonnement général n'est pas acceptable dans les pays où la répartition du revenu national est complexe et moins inégalitaire qu'ailleurs, parce qu'elle défend un grand nombre de revendications qui ont permis d'acquérir des avantages. Les libéraux ont raison de juger que notre société est très éloignée de suivre les lois du marché ; mais cela prouve que l'analyse libérale est très éloignée en effet de la réalité.

Or, là est l'essentiel : des demandes sociales s'appuient parfois sur une pression qui peut aller jusqu'à la lutte des classes et devenir ainsi révolutionnaire quand elle prend l'aspect de

grève générale poussée à l'extrême. Les grèves des mineurs français en 1947 et 1948 étaient bien des grèves révolutionnaires qui répondaient à la chute du rideau de fer et à l'éviction des communistes du gouvernement dans plusieurs pays dont la France.

Faut-il changer brusquement d'interprétation et replacer toute analyse sur un plan politique ? Les déterminants des réponses politiques ne sont pas du même ordre que ceux des revendications économiques et sociales, en premier lieu parce que l'état des revendications et des réponses qui leur sont donné se place en général à des niveaux différents : la revendication se forme plus souvent dans une entreprise ou une branche de l'activité économique alors que l'efficacité des syndicats est plus grande au niveau national ou régional, où interviennent aussi d'autres facteurs. Cette remarque nous conduit directement à une observation simple mais importante. Un conflit n'est pas seulement un rapport d'antagonisme entre deux acteurs. Il n'y a pas de conflit total, il n'existe pas davantage de solution qui change tout d'un coup. Les conflits importants et ceux qui font apparaître des mouvements sociaux sont ceux qui opposent deux acteurs pour la conquête d'un enjeu que les deux acteurs reconnaissent en même temps comme indispensable et respectable mais comme l'élément central du conflit qui oppose ces acteurs quant à leur conception de la dissolution des richesses. Capitalistes et syndicats ouvriers ont défendu également et souvent dans les mêmes termes le travail, les femmes, la nécessité d'une augmentation de la productivité, ect... et c'est à l'intérieur de cet accord que se forme le conflit direct entre ceux qui souhaitent des répartitions très opposées des richesses. Si des acteurs en présence refusent le champ commun du conflit, par exemple s'opposent à l'industrialisation au nom des menaces qu'elle fait peser sur des traditions ; il ne se produit pas de mouvement social ou de conflit social mais seulement un affrontement culturel à la fois plus global et plus vague. Le conflit social et le mouvement social n'ont rien à voir avec un mouvement de rejet d'une nouvelle situation technologique, politique et économique. C'est parce qu'il y a un accord fondamental sur les principes de la société industrielle que capitalistes et socialistes ont pu engager leur conflit à partir d'une base commune.

En termes plus précis, le conflit peut exister que s'il porte non sur les instruments et un type de production mais sur la répartition des charges et des bénéfices, ce qui change tout ici est le mot qui domine la philosophie politique : la justice.

Il ne s'agit pas seulement d'économie. Mais cette réponse ne peut pas satisfaire puisque les acteurs en conflit n'ont pas la même conception de la justice.

Il faut choisir un chemin moins ambitieux et ne pas séparer complètement le sens de l'injustice et celui du travail fourni. Ce sens de la justice, ou plutôt de l'injustice, est

étroitement lié à ce que j'ai appelé à un moment : la conscience que chacun produit et reçoit, à travers des processus souvent complexes mais qu'ils ne font jamais disparaître des jugements de valeurs sur l'injustice ; lorsque nous sommes scandalisés par les revenus immenses des quelques dirigeants économistes et le rôle croissant des pauvres et des misérables, mais associés à des jugements presque juridiques et à un jugement avant tout moral. Nous associons de manière souvent complète un jugement de fait sur l'écart excessif entre les revenus des plus pauvres et ceux des plus riches, mais il s'agit aussi de porter un jugement à la fois social et moral qui s'élève contre la séparation du travail fourni et de la rémunération reçue. Depuis le début du XXIème siècle nous avons la conscience douloureuse et scandalisée que nous ne vivons pas tous dans un même espace social. La plupart d'entre nous sont rémunérés largement en fonction du travail accompli ou de la rémunération reçue mais d'autres se sentent rejetés du monde de la production et d'autres encore, très éloignés des précédents veulent être rémunérés en fonction de l'état du marché et non des qualifications de chaque individu. Cette conscience de la fracture entre le monde du travail, dominé de très haut par celui du marché est incapable de retenir ceux qui voudraient participer à ce mode de hiérarchie sociale. Beaucoup de ceux-ci sont jetés dans le vide, celui du chômage comme celui de l'exclusion.

Cette conscience déborde de loin le champ des revendications ; elle appartient au niveau de la conscience et de la lutte des classes. Les conflits sociaux les plus importants supposent que l'inégalité va jusqu'à détruire l'unité du champ social. Les conflits les plus radicaux sont ceux qui reposent sur l'éclatement de la société. Retour à notre point de départ. Les grands conflits et les mouvements sociaux protestent contre l'éclatement de la société ; il est faux de dire qu'ils se contentent d'attaquer les riches ; ils ne les attaquent que quand ceux-ci font appel à une autre réalité, ce qui s'exprime plus facilement en termes éthiques ou religieux qu'en termes sociaux et économiques.

C'est ici qu'entre en jeu l'idée des dominations sous sa forme la plus simple. Une société divisée en castes, en Etats et en classes ne peut pas être une démocratie. Car le mot lui-même est en rappel à l'unité de la société et de ses composantes principales. Ce qui nous embarrasse quand nous parlons de la démocratie grecque ou romaine : citoyens, métèques et barbares réduit en esclavage ne peut pas appartenir à la même démocratie car ils sont séparés par des frontières en principe infranchissables. On peut opposer démocratie, revendications et mouvements sociaux à l'intérieur de la catégorie des citoyens mais non pas à l'intérieur de l'ensemble de la société. Les catégories qui n'appartiennent pas au même ensemble social et

culturel ne communiquent que par la guerre et l'esclavage ; ce sont ces catégories qui ont été en partie remplacées par celles qui se placent à l'intérieur de certaines institutions.